

F. 93 — 254

3 FEVRIER 1993. — Arrêté ministériel relatif à l'adjudication d'échange du 9 février 1993 d'emprunts classiques intérieurs contre des obligations linéaires

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 31 décembre 1992 relatif à l'échange d'emprunts classiques intérieurs contre des obligations linéaires de lignes et d'échéances diverses,

Arrête :

Article 1er. Le 9 février 1993 aura lieu l'adjudication d'échange à prix prédéterminés d'emprunts classiques intérieurs contre des obligations linéaires.

Art. 2. Les emprunts classiques visés par l'échange sont :

- l'emprunt 11,50 % 1985-1993 (code 436/48) du Fonds des Routes, venant à échéance finale le 22 mars 1993;
- l'emprunt 7,75 % 1988-1995 (code 238/42) de l'Etat belge, venant à échéance finale le 5 mars 1995;
- l'emprunt 10 % 1990-1997, 1^{ère} et 2^e tranches réunies (code 244/50) de l'Etat belge, venant à échéance finale le 15 mars 1997.

Art. 3. Les lignes d'obligations linéaires proposées à l'échange sont :

- les obligations linéaires 9 % — 30 juillet 1998 (code 200/66);
- les obligations linéaires 9 % — 28 mars 2003 (code 251/57);
- les obligations linéaires 8 % — 24 décembre 2012 (code 262/68).

Art. 4. La date valeur de cet échange est fixée au 23 février 1993.

Art. 5. Les intérêts bruts courus sur les obligations linéaires depuis leur date d'émission — ou depuis la date de la dernière échéance d'intérêt — jusqu'à la date valeur d'échange, et dus par le souscripteur à l'Etat belge sont calculés selon la formule :

- pour les obligations linéaires 9 % 30 juillet 1998 :
Capital nominal × 9 % × 203/360
- pour les obligations linéaires 9 % 28 mars 2003 :
Capital nominal × 9 % × 325/360
- pour les obligations linéaires 8 % 24 décembre 2012 :
Capital nominal × 8 % × 59/360.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 février 1993.

Ph. MAYSTADT

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 93 — 255

8 JANVIER 1993. — Arrêté royal modifiant la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances et la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, notamment l'article 66;

Vu la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, notamment l'article 34;

Vu la deuxième directive du Conseil des Communautés européennes du 22 juin 1988 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie, fixant les dispositions destinées à faciliter l'exercice effectif de la libre prestation de services et modifiant la directive 73/239/CEE (88/357/CEE);

Vu la troisième directive du Conseil des Communautés européennes du 14 mai 1990 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs (90/232/CEE);

N. 93 — 254

[S-C — 03044]

3 FEBRUARI 1993. — Ministerieel besluit betreffende de aanbesteding van omruiling op 9 februari 1993 van klassieke binnenlandse leningen tegen lineaire obligaties

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 31 december 1992 betreffende de omruiling van klassieke binnenlandse leningen tegen lineaire obligaties van verschillende lijnen met verschillende vervaldagen,

Besluit :

Artikel 1. Op 9 februari 1993 zal de omruilingsaanbesteding tegen vooraf vastgestelde prijzen van klassieke binnenlandse leningen tegen lineaire obligaties plaats hebben.

Art. 2. De beoogde klassieke leningen voor de omruiling zijn :

- lening 11,50 % 1985-1993 (code 436/48) van het Wegenfonds die op 22 maart 1993 op eindvervaldag komt;
- lening 7,75 % 1988-1995 (code 238/42) van de Belgische Staat die op 5 maart 1995 op eindvervaldag komt;
- lening 10 % 1990-1997, 1^e en 2^e tranche samengevoegd (code 244/50) van de Belgische Staat, die op 15 maart 1997 op eindvervaldag komt.

Art. 3. De lijnen van lineaire obligaties voorgesteld voor de omruiling zijn :

- lineaire obligaties 9 % — 30 juli 1998 (code 260/66);
- lineaire obligaties 9 % — 28 maart 2003 (code 251/57);
- lineaire obligaties 8 % — 24 december 2012 (code 262/68).

Art. 4. De valutadatum van deze omruiling is vastgesteld op 23 februari 1993.

Art. 5. De bruto opgelopen interesten op de lineaire obligaties sinds hun uitgiftedatum — of sinds de datum van de laatste interestvervaldag — tot de valutadatum, door de inschrijver aan de Belgische Staat verschuldigd, worden volgens de formule berekend :

- voor de lineaire obligaties 9 % 30 juli 1998 :
Nominaal kapitaal × 9 % × 203/360
- voor de lineaire obligaties 9 % 28 maart 2003 :
Nominaal kapitaal × 9 % × 325/360
- voor de lineaire obligaties 8 % 24 december 2012 :
Nominaal kapitaal × 8 % × 59/360.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 3 februari 1993.

Ph. MAYSTADT

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 93 — 255

8 JANUARI 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen en van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, inzonderheid op artikel 66;

Gelet op de wet van 21 november 1989 betreffende verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, inzonderheid op artikel 34;

Gelet op de tweede richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 22 juni 1988, tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende het directe verzekeringsbedrijf, met uitzondering van de levensverzekeringsbranche, tot vaststelling van bepalingen ter bevordering van de daadwerkelijke uitoefening van het vrij verrichten van diensten en houdende wijziging van de richtlijn 73/239/EEG (88/357/EEG);

Gelet op de derde richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 14 mei 1990 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-Staten betreffende de verzekering tegen de wettelijke aansprakelijkheid waartoe deelneming aan het verkeer van motorrijtuigen aanleiding kan geven (90/232/EEG);

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes du 8 novembre 1990 modifiant, en ce qui concerne plus particulièrement l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs, les directives 73/239/CEE et 88/357/CEE qui portent coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie (90/618/CEE);

Vu la deuxième directive du Conseil des Communautés européennes du 8 novembre 1990 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assurance directe sur la vie, fixant les dispositions destinées à faciliter l'exercice effectif de la libre prestation de services et modifiant la directive 79/267/CEE (90/619/CEE);

Vu la consultation de la Commission des Assurances;

Vu l'avis de l'Office de Contrôle des Assurances;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. § 1er. L'article 3, §§ 1er, 2 et 3 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, tel que remplacé par l'arrêté royal du 22 février 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Il est interdit à toute entreprise, qu'elle agisse pour compte propre ou pour le compte d'un tiers, de souscrire en qualité d'assureur, ou d'offrir de souscrire des contrats d'assurances relatifs à des risques situés en Belgique, si elle n'a pas été préalablement agréée par le Roi.

Pour l'application de la présente loi, un risque est considéré comme situé en Belgique :

— si les biens sont situés en Belgique, lorsque l'assurance est relative soit à des immeubles, soit à des meubles et à leur contenu, dans la mesure où celui-ci est couvert par le même contrat d'assurance;

— si la Belgique est le pays d'immatriculation, lorsque l'assurance est relative à des véhicules de toute nature;

— si le preneur d'assurance a souscrit le contrat en Belgique, lorsqu'il s'agit d'un contrat d'une durée inférieure ou égale à quatre mois, relatif à des risques encourus au cours d'un voyage ou de vacances, quelle que soit la branche concernée;

— si le preneur a sa résidence habituelle en Belgique ou, dans le cas où le preneur est une personne morale et l'établissement auquel le contrat se rapporte est situé en Belgique, dans les cas qui ne sont pas explicitement mentionnés dans le présent alinéa. »

§ 2. Le § 4 de l'article 3 de la même loi devient le § 2.

§ 3. L'article 3, § 5, alinéa 1er, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les contrats visés au § 1er souscrits auprès d'une entreprise non agréée et non dispensée de l'agrément, sont nuls. »

Art. 2. L'article 22, § 4, alinéa 1er de la même loi, inséré par l'arrêté royal du 22 février 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« Les entreprises belges qui entendent souscrire des contrats relatifs à des risques situés à l'étranger sont tenues d'en informer au préalable l'Office de Contrôle des Assurances, en indiquant le pays sur le territoire duquel elles comptent exercer cette activité et la nature des risques qu'elles se proposent de couvrir.

Les entreprises étrangères établies en Belgique doivent fournir les mêmes informations lorsqu'elles entendent souscrire des contrats relatifs à des risques situés à l'étranger à partir de la Belgique. »

Art. 3. L'intitulé du chapitre IIIbis de la même loi, inséré par l'arrêté royal du 22 février 1991, est remplacé par l'intitulé suivant :

« CHAPITRE IIIbis. Loi applicable aux contrats d'assurances relatifs à des risques situés dans les Etats membres des Communautés européennes et relevant du groupe d'activités « non-vie ». »

Art. 4. L'article 28ter, § 1er et § 2 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1er. Nonobstant toute clause contraire, lorsque le contrat est relatif à des risques situés en Belgique et que le preneur d'assurance y a sa résidence habituelle ou son administration centrale, la loi applicable est la loi belge.

Gelet op de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 8 november 1990 tot wijziging, met name wat de wettelijke aansprakelijkheidsverzekering motorrijtuigen betreft, van richtlijn 73/239/EEG en richtlijn 88/357/EEG tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende het directe verzekeringsbedrijf, met uitzondering van de levensverzekeringsbranche (90/618/EEG);

Gelet op de tweede richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 8 november 1990 tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende het directe levensverzekeringsbedrijf, tot vaststelling van de bepalingen ter bevordering van de daadwerkelijke uitoefening van het vrij verrichten van diensten en houdende wijziging van richtlijn 79/267/EEG (90/619/EEG);

Gelet op de raadpleging van de Commissie voor Verzekeringen;

Gelet op het advies van de Controledienst voor de Verzekeringen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister, Minister van Justitie en van Economische Zaken en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Artikel 3, §§ 1, 2 en 3 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 22 februari 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Het is elke onderneming, ongeacht of zij voor eigen rekening dan wel voor rekening van een derde handelt, verboden in de hoedanigheid van verzekeraar verzekeringsovereenkomsten te sluiten of aan te bieden betreffende in België gelegen risico's, zonder vooraf door de Koning te zijn toegelaten.

Voor de toepassing van deze wet wordt een risico beschouwd als in België gelegen :

— indien de goederen zich in België bevinden, wanneer de verzekering betrekking heeft hetzij op onroerende goederen, hetzij op onroerende goederen en op de inhoud daarvan, voor zover deze door dezelfde verzekeringsovereenkomst is gedekt;

— indien België het land is van inschrijving, wanneer de verzekering betrekking heeft op voer- en vaartuigen van om het even welke aard;

— indien de verzekeringnemer de overeenkomst in België heeft onderschreven, wanneer het een overeenkomst betreft met een looptijd van vier maanden of minder die betrekking heeft op tijdens een reis of vakantie gelopen risico's, ongeacht de betrokken tak;

— indien de verzekeringnemer zijn gewone verblijfplaats in België heeft of, in het geval dat de verzekeringnemer een rechtspersoon is en de vestiging waarop de overeenkomst betrekking heeft in België is gelegen, in de gevallen welke in dit lid niet uitdrukkelijk zijn genoemd. »

§ 2. De § 4 van artikel 3 van dezelfde wet wordt § 2.

§ 3. Artikel 3, § 5, lid 1, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De in § 1 bedoelde overeenkomsten, die bij een niet toegelaten en niet van toelating vrijgestelde onderneming zijn gesloten, zijn nietig. »

Art. 2. Artikel 22, § 4, lid 1, van dezelfde wet, zoals ingevoegd door het koninklijk besluit van 22 februari 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Belgische ondernemingen die voornemens zijn overeenkomsten te onderschrijven met betrekking tot in het buitenland gelegen risico's zijn gehouden de Controledienst voor de Verzekeringen hiervan vooraf in kennis te stellen, met vermelding van het land op het grondgebied waarvan zij deze activiteit wensen uit te oefenen en de aard van de risico's die zij voorstellen te dekken.

De in België gevestigde buitenlandse ondernemingen moeten dezelfde inlichtingen verstrekken wanneer zij voornemens zijn vanuit België overeenkomsten met betrekking tot in het buitenland gelegen risico's te onderschrijven. »

Art. 3. Het opschrift van hoofdstuk IIIbis van dezelfde wet, zoals ingevoegd door het koninklijk besluit van 22 februari 1991, wordt vervangen door het volgende opschrift :

« HOOFDSTUK IIIbis. Recht van toepassing op de verzekeringsovereenkomsten met betrekking tot risico's gelegen in de Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen en die behoren tot de groep van activiteiten « niet-leven ». »

Art. 4. Artikel 28ter, § 1 en § 2 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 1. Wanneer de overeenkomst betrekking heeft op in België gelegen risico's en wanneer de verzekeringnemer er zijn gewone verblijfplaats of zijn hoofdbestuur heeft, dan is het toepasselijk recht het Belgisch recht, niettegenstaande elk tegenstrijdig beding.

Par dérogation à l'alinéa 1er, lorsque le contrat est relatif à des risques situés en Belgique et que le preneur n'y a pas sa résidence habituelle ou son administration centrale, les parties au contrat d'assurance peuvent choisir d'appliquer soit la loi belge, soit la loi du pays où le preneur a sa résidence habituelle ou son administration centrale.

§ 2. Lorsque le contrat est relatif à des risques situés dans un Etat membre des Communautés européennes, autre que la Belgique et que les parties n'ont pas choisi la loi applicable, le contrat est régi par la loi de l'Etat membre où le risque est situé. »

Art. 5. Un chapitre IIIter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« CHAPITRE IIIter. Loi applicable aux contrats d'assurances relatifs à des risques situés dans les Etats membres des Communautés européennes et relevant du groupe d'activités « vie ».

Artikel 28nonies. § 1er. Nonobstant toute clause contraire, lorsque le contrat est relatif à des risques situés en Belgique, la loi applicable est la loi belge.

Par dérogation à l'alinéa 1er, lorsque le preneur est une personne physique qui a sa résidence habituelle en Belgique mais est ressortissant d'un Etat membre des Communautés européennes autre que la Belgique, les parties peuvent choisir d'appliquer la loi de cet Etat.

§ 2. Lorsque le contrat est relatif à des risques situés dans un Etat membre des Communautés européennes, autre que la Belgique et que les parties n'ont pas choisi la loi applicable, le contrat est régi par la loi de l'Etat membre où le risque est situé.

§ 3. Lorsqu'un Etat comprend plusieurs unités territoriales dont chacune a ses propres règles de droit en matière d'obligations contractuelles, chaque unité est considérée comme un Etat aux fins d'identifier la loi applicable en vertu du présent chapitre.

Artikel 28decies. § 1er. Si le juge belge est saisi, les dispositions de l'article 28nonies ne peuvent porter atteinte à l'application des règles de la loi belge qui régissent impérativement la situation, quelle que soit la loi applicable au contrat. Il peut être donné effet aux dispositions impératives de la loi de l'Etat membre où le risque est situé, si, et dans la mesure où, selon le droit de cet Etat, ces dispositions sont applicables quelle que soit la loi régissant le contrat.

§ 2. Les dispositions impératives du droit belge sont applicables quelle que soit la loi choisie par les parties lorsque le risque est situé en Belgique. »

Art. 6. Un article 37bis et un article 37ter, rédigés comme suit, sont insérés dans la même loi :

« Article 37bis. § 1er. L'Office de Contrôle des Assurances informe la Commission des Communautés européennes :

a) de tout agrément accordé en Belgique à une filiale directe ou indirecte d'une ou de plusieurs entreprises mères qui relèvent du droit d'un pays hors de la Communauté européenne;

b) de toute prise de participation d'une telle entreprise mère dans une entreprise belge qui ferait de celle-ci sa filiale d'assurances.

Lorsque l'agrément est accordé à une filiale directe ou indirecte d'une ou plusieurs entreprises mères relevant du droit d'un pays hors de la Communauté européenne, l'Office précise la structure du groupe dans sa notification à la Commission.

§ 2. Le Roi définit les notions de « entreprise mère » et de « entreprise filiale » pour l'application du § 1er.

Artikel 37ter. L'Office de Contrôle des Assurances informe la Commission des Communautés européennes des difficultés d'ordre général que rencontrent les entreprises d'assurances belges pour s'établir ou exercer leurs activités dans un pays hors de la Communauté européenne. »

Art. 7. Dans l'article 49, § 4, alinéa 1er, de la même loi, les mots « Les entreprises d'assurances agréées pour pratiquer l'assurance de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs » sont remplacés par les mots « Les entreprises d'assurances agréées ou dispensées de l'agrément qui pratiquent l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs ».

Art. 8. § 1er. Dans l'article 50, § 1er, 2° de la même loi, le mot « agréée » est supprimé.

In afwijking van lid 1 kunnen de partijen bij de overeenkomst, wanneer de overeenkomst betrekking heeft op in België gelegen risico's en wanneer de verzekeringnemer er zijn gewone verblijfplaats of zijn hoofdbestuur niet heeft, kiezen tussen de toepassing ofwel van het Belgisch recht, ofwel van het recht van het land waar de verzekeringnemer zijn gewone verblijfplaats of zijn hoofdbestuur heeft.

§ 2. Wanneer de overeenkomst betrekking heeft op risico's gelegen in een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen, andere dan België, en de partijen het toepasselijk recht niet hebben gekozen dan wordt de overeenkomst beheerst door het recht van de Lid-Staat waar het risico is gelegen. »

Art. 5. In dezelfde wet wordt een hoofdstuk IIIter ingevoegd, dat luidt als volgt :

« HOOFDSTUK IIIter. Recht van toepassing op de verzekeringsovereenkomsten met betrekking tot risico's gelegen in Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen en die behoren tot de groep van activiteiten « leven ».

Artikel 28nonies. § 1. Wanneer de overeenkomst betrekking heeft op in België gelegen risico's, dan is het toepasselijk recht het Belgische recht, niettegenstaande elk tegenstrijdig beding.

In afwijking van lid 1 kunnen de partijen, wanneer de verzekeringnemer een natuurlijke persoon is die zijn gewone verblijfplaats in België heeft maar onderdaan is van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen andere dan België, de toepassing van het recht van die Staat kiezen.

§ 2. Wanneer de overeenkomst betrekking heeft op risico's gelegen in een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen, andere dan België, en de partijen het toepasselijk recht niet hebben gekozen dan wordt de overeenkomst beheerst door het recht van de Lid-Staat waar het risico is gelegen.

§ 3. Wanneer een Staat uit meer dan één territoriale eenheid bestaat en elke eenheid eigen rechtsregels voor verbintenissen uit overeenkomst heeft, wordt elke eenheid als een Staat beschouwd voor de aanduiding van het volgens dit hoofdstuk toepasselijk recht.

Artikel 28decies. § 1. Indien een geschil bij een Belgische rechter aanhangig wordt gemaakt dan mogen de bepalingen van artikel 28nonies geen afbreuk doen aan de toepassing van de Belgische rechtsregels die, ongeacht het op de overeenkomst toepasselijk recht, het geval dwingend beheersen. Er kan gevolg toegekend worden aan de dwingende bepalingen van het recht van de Lid-Staat waar het risico is gelegen indien en voor zover die bepalingen volgens het recht van die Staat toepasselijk zijn, ongeacht het recht dat de overeenkomst beheerst.

§ 2. Wanneer het risico in België gelegen is, zijn de dwingende bepalingen van het Belgische recht van toepassing welke ook het door de partijen gekozen recht is. »

Art. 6. In dezelfde wet wordt een artikel 37bis en een artikel 37ter ingevoegd, die luiden als volgt :

« Artikel 37bis. § 1. De Controledienst voor de Verzekeringen stelt de Commissie van de Europese Gemeenschappen in kennis van :

a) elke toelating in België verleend aan een rechtstreekse of onrechtstreekse dochteronderneming waarvan een of meer moederondernemingen onder het recht van een land buiten de Europese Gemeenschap vallen;

b) elke deelneming van een dergelijke moederonderneming in een Belgische verzekeringsonderneming waardoor laatstgenoemde de dochteronderneming van eerstgenoemd wordt.

Wanneer toelating wordt verleend aan een rechtstreekse of onrechtstreekse dochteronderneming van één of meer moederondernemingen die onder het recht van een land buiten de Europese Gemeenschap vallen, vermeldt de Controledienst de structuur van de groep in zijn kennisgeving aan de Commissie.

§ 2. De Koning bepaalt de begrippen « moederonderneming » en « dochteronderneming » voor de toepassing van § 1.

Artikel 37ter. De Controledienst voor de Verzekeringen stelt de Commissie van de Europese Gemeenschappen in kennis van de algemene moeilijkheden die de Belgische verzekeringsondernemingen ondervinden bij vestiging of uitoefening van hun werkzaamheden in een land buiten de Europese Gemeenschap. »

Art. 7. In artikel 49, § 4, lid 1, van dezelfde wet worden de woorden « De verzekeringsondernemingen die toegelaten zijn om de burgerrechtelijke aansprakelijkheid inzake motorrijtuigen te verzekeren » vervangen door « De toegelaten of van toelating vrijgestelde verzekeringsondernemingen, die de verplichte aansprakelijkheid inzake motorrijtuigen verzekeren ».

Art. 8. § 1. In artikel 50, § 1, 2° van dezelfde wet wordt het woord « toegelaten » geschrapt.

§ 2. L'article 50, § 1er, 4^o de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« 4^o lorsque l'entreprise d'assurances agréée ou dispensée de l'agrément, débitrice des indemnités, ayant renoncé à l'agrément en Belgique ou y ayant fait l'objet d'une mesure de révocation ou d'une décision d'interdiction d'activité en application de l'article 28bis, alinéa 3, est en défaut d'exécuter ses obligations; »

§ 3. L'article 50, § 3, alinéa 2 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsqu'une entreprise d'assurances a renoncé à l'agrément en Belgique ou y a fait l'objet d'une mesure de révocation d'agrément ou d'une décision d'interdiction d'activité en application de l'article 28bis, alinéa 3, le Fonds peut intervenir en tout état de cause dans les actions dirigées contre cette entreprise ou ses assurés. »

§ 4. L'article 50 de la même loi est complété par un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. En cas de litige entre le Fonds et l'entreprise d'assurances agréée ou dispensée de l'agrément, sur le point de savoir qui doit indemniser la victime, le Fonds indemnise celle-ci dans un premier temps. S'il est finalement décidé que l'entreprise d'assurances aurait dû payer tout ou partie de l'indemnisation, elle rembourse au Fonds le montant de l'indemnité, majoré des intérêts légaux. Ces intérêts courent à partir des paiements du Fonds à la victime. »

Art. 9. L'article 2, § 1er, alinéa 3 de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, est remplacé par la disposition suivante :

« L'assurance doit être contractée auprès d'un assureur agréé à cette fin ou dispensé de l'agrément en application de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances. »

Art. 10. Les articles 2, 3, 4, 6, 7, 8 et 9 produisent leur effet le 20 novembre 1992 et les articles 1er et 5 entrent en vigueur le 20 mai 1993.

Art. 11. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 8 janvier 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice
et des Affaires économiques,

M. WATHELET

F. 93 — 256

11 JANVIER 1993. — Arrêté royal déterminant les modalités de consultation ainsi que les conditions auxquelles les personnes morales qui mettent des cartes de paiement à la disposition du consommateur doivent répondre pour obtenir communication des données à caractère personnel

BAUDOUIN, Roi des Belges,

.A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, notamment l'article 69, § 4, premier alinéa, 5^o, inséré par la loi du 6 juillet 1992;

Vu l'avis de la Commission de la protection de la vie privée;

Vu l'avis de la Banque Nationale de Belgique;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition conjointe de Notre Ministre des Affaires économiques et de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par la loi : la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation.

Art. 2. Pour obtenir communication des données à caractère personnel les personnes morales visées à l'article 69, § 4, premier alinéa, 5^o, de la loi, doivent répondre aux conditions suivantes :

1^o être constituées sous forme commerciale ou sous forme de personne morale pour les groupements d'intérêt économique qui ne sont pas des sociétés;

§ 2. Artikel 50, § 1, 4^o van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4^o wanneer de vergoedingen verschuldigd zijn door een toegelaten of van toelating vrijgestelde verzekeringsonderneming, die na afstand of intrekking van de toelating in België of na het, in toepassing van artikel 28bis, lid 3, opgelegde verbod van activiteit in België, haar verplichtingen niet nakomt; »

§ 3. Artikel 50, § 3, lid 2 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer een verzekeringsonderneming in België afstand heeft gedaan van de toelating of wanneer er haar toelating is ingetrokken of wanneer in België een verbod van activiteit is opgelegd in toepassing van artikel 28bis, lid 3, kan het Fonds in elke stand van het geding, tussenkomen in de rechtsvorderingen tegen die onderneming of tegen haar verzekerden. »

§ 4. Artikel 50 van dezelfde wet wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

« § 5. Bij onenigheid tussen het Fonds en de toegelaten of van toelating vrijgestelde verzekeringsonderneming over de vraag wie van beide het slachtoffer moet vergoeden, vergoedt het Fonds in eerste instantie het slachtoffer. Indien uiteindelijk wordt besloten dat de verzekeringsonderneming de vergoeding of een gedeelte daarvan had moeten betalen, betaalt deze het bedrag van de schadevergoeding, vermeerderd met de wettelijke intresten, terug aan het Fonds. Die intresten lopen vanaf de betalingen van het Fonds aan het slachtoffer. »

Art. 9. Artikel 2, § 1, lid 3 van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De verzekering moet zijn gesloten bij een verzekeraar die daartoe is toegelaten of van toelating is vrijgesteld op grond van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen. »

Art. 10. De artikelen 2, 3, 4, 6, 7, 8 en 9 hebben uitwerking met ingang van 20 november 1992 en de artikelen 1 en 5 treden in werking op 20 mei 1993.

Art. 11. Onze Vice-Eerste Minister, Minister van Justitie en van Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 8 januari 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie
en van Economische Zaken,

M. WATHELET

N. 93 — 256

11 JANUARI 1993. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de raadgevingsmodaliteiten en de voorwaarden waaraan de rechtspersonen die betaal kaarten ter beschikking stellen van de consument moeten voldoen om mededeling van persoonsgegevens te ontvangen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, inzonderheid het artikel 69, § 4, eerste lid, 5^o, ingevoegd bij de wet van 6 juli 1992;

Gelet op het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

Gelet op het advies van de Nationale Bank van België;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de gezamenlijke voordracht van Onze Minister van Economische Zaken en Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder de wet : de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet.

Art. 2. Om mededeling van persoonsgegevens te ontvangen moeten de rechtspersonen bedoeld in artikel 69, § 4, eerste lid, 5^o, van de wet, aan de volgende voorwaarden beantwoorden :

1^o opgericht zijn in de vorm van een handelsvennootschap of als rechtspersoon voor de economische samenwerkingsverbanden die geen vennootschappen zijn;